

Analyse du Programme de Thierry Mariani - Paris 2026

Table des matières

Analyse du Programme de Thierry Mariani (RN) - Paris 2026	2
Évaluation non-partisane et technique	2
Table des matières	2
Résumé Exécutif	2
Note Globale : 4.2/10	2
Méthodologie d'Analyse	3
Contexte du Candidat	3
Analyse par Critère	4
1. Cohérence Interne : 4/10	4
2. Solidité Technique : 3.5/10	5
3. Robustesse Budgétaire : 2.5/10	6
4. Pragmatisme : 3/10	7
5. Détail & Précision : 5.5/10	8
Analyse Thématique Approfondie	8
Sécurité & Tranquillité : 6/10	8
Immigration : 2/10	9
Propreté : 6/10	9
Transport & Mobilités : 5/10	10
Logement : 4/10	10
Économie & Finances : 2/10	11
Éducation : 4.5/10	11
Démocratie locale : 5/10	11
Santé : 3/10	11
Points d'Attention Critiques	12
1. Inventaire des mesures illégales ou anticonstitutionnelles	12
2. Analyse des impossibilités techniques	12
3. Risques majeurs pour la Ville	12
Comparaison au Contexte Municipal	13
Mesures en continuité avec l'existant (20%)	13
Mesures en rupture totale (50%)	13
Mesures nécessitant accord État/Région (30%)	13
Innovation réelle vs recyclage	13
Conclusion Générale	13
Note finale : 4.2/10	13
Analyse synthétique	14
Verdict final	14

Analyse du Programme de Thierry Mariani (RN) - Paris 2026

Évaluation non-partisane et technique

Table des matières

1. Résumé Exécutif
 2. Méthodologie d'Analyse
 3. Contexte du Candidat
 4. Analyse par Critère
 - Cohérence Interne
 - Solidité Technique
 - Robustesse Budgétaire
 - Pragmatisme
 - Détail & Précision
 5. Analyse Thématique Approfondie
 6. Points d'Attention Critiques
 7. Comparaison au Contexte Municipal
 8. Conclusion Générale
-

Résumé Exécutif

Note Globale : 4.2/10

Le programme de Thierry Mariani pour Paris 2026 présente une vision claire sur certains sujets, notamment la sécurité, mais souffre de défauts structurels majeurs qui compromettent sa crédibilité et son applicabilité.

Trois forces principales identifiées :

1. **Propositions concrètes et détaillées sur la sécurité**
 - Objectif précis : 8 350 agents de police municipale (ratio de 4 pour 1 000 habitants)
 - Plan détaillé : 15 000 caméras de vidéoprotection (144 caméras/km²)
 - Organisation structurée : 7 brigades spécialisées avec missions définies

2. Vision politique assumée et cohérente avec la ligne RN

- Positions claires sur l'immigration et la sécurité
- Priorité affichée aux Parisiens dans l'accès aux services
- Approche "ordre et autorité" maintenue dans tous les chapitres

3. Quelques mesures précisément chiffrées

- Baisse de la taxe foncière : 310 millions d'euros de restitution aux Parisiens
- Fonds de soutien aux commerces : 50 millions sur 5 ans
- Objectifs quantifiés sur le logement : conversion de 500 000 m² de bureaux

Trois faiblesses principales identifiées :

1. Absence quasi-totale de plan de financement

- Aucun budget global présenté
- Contradiction entre baisse des recettes et explosion des dépenses
- Méconnaissance apparente du budget municipal (10 milliards €/an)

2. Confusion majeure sur les compétences municipales

- ~35% des propositions relèvent de l'État, non de la Ville
- Mesures sur l'immigration, la justice, l'éducation nationale hors champ
- Risque juridique élevé d'annulation des mesures phares

3. Contradictions économiques insurmontables

- Promesse simultanée de : baisser les impôts + augmenter massivement les dépenses + désendetter
- Équation mathématiquement impossible
- Aucune source alternative de financement identifiée

Verdict synthétique : Un programme qui traduit des convictions politiques fortes mais qui, faute de rigueur budgétaire et juridique, s'apparente davantage à une déclaration d'intentions nationales qu'à un projet municipal opérationnel et réalisable pour Paris.

Méthodologie d'Analyse

Cette analyse suit une grille d'évaluation strictement technique et non-partisane, fondée sur cinq critères objectifs :

1. **Cohérence interne** : Les propositions forment-elles un ensemble logique sans contradictions ?
2. **Solidité technique** : Les mesures sont-elles précises, chiffrées et juridiquement fondées ?
3. **Robustesse budgétaire** : Le financement est-il assuré et réaliste ?
4. **Pragmatisme** : Les propositions sont-elles réalisables dans le cadre d'un mandat municipal ?
5. **Détail & précision** : Le niveau de détail permet-il une mise en œuvre opérationnelle ?

Chaque critère est noté sur 10. L'analyse se base exclusivement sur le contenu du programme officiel, sans jugement sur les orientations politiques ou idéologiques.

Contexte du Candidat

Thierry Mariani, 67 ans, représente le Rassemblement National aux élections municipales de Paris 2026. Son profil se caractérise par :

- **Parcours politique long et varié** : RPR (1976), UMP, puis RN (2022)
- **Expérience ministérielle** : Secrétaire d'État puis ministre des Transports (2010-2012)
- **Ancrage territorial hors Paris** : Maire de Valréas (Vaucluse) de 1989 à 2005
- **Mandat actuel** : Député européen depuis 2019

Objectif affiché : “Entrer au Conseil de Paris” - objectif modeste qui contraste avec l'ampleur du programme présenté

Contexte électoral : Le RN a obtenu 1,47% aux municipales de 2020 à Paris. La réforme du mode de scrutin de 2025 pourrait faciliter l'obtention de sièges.

Principal défi : L'absence totale d'implantation locale du parti et la sociologie parisienne traditionnellement hostile aux idées d'extrême droite.

Analyse par Critère

1. Cohérence Interne : 4/10

Le programme maintient une ligne directrice claire autour des thèmes de l'ordre, de la sécurité et de la priorité aux Parisiens. Cependant, des contradictions majeures compromettent la cohérence d'ensemble.

Points de cohérence identifiés :

La sécurité comme fil rouge - Présente dans 11 chapitres sur 12 - Approche “tolérance zéro” systématique - Vision cohérente : plus de moyens, plus de répression, plus de contrôle

L'identité et la priorité aux Parisiens - “Priorité nationale” déclinée dans tous les services - Lutte contre l'immigration comme axe transversal - Défense des “valeurs françaises et parisiennes”

La critique systématique du bilan Hidalgo - Remise en cause de toutes les politiques actuelles - Volonté de “retrouver Paris” (utilisé 5 fois dans le programme)

Contradictions majeures identifiées :

1. Contradiction budgétaire fondamentale

Le programme promet simultanément : - **Baisse massive des recettes** : -310 M€/an de taxe foncière - **Explosion des dépenses** : - Police municipale : +5 000 agents (~250 M€/an) - Vidéoprotection : 12 000 caméras supplémentaires (~150 M€) - 3 nouvelles piscines (~150 M€) - 50 000 arbres (~50 M€) - 20 000 places de parking (~400 M€) - **Désendettement accéléré** : ramener la dette de 9 à 7 milliards

Analyse : Cette équation est mathématiquement impossible. On ne peut pas simultanément réduire les recettes de 1,86 milliard sur 6 ans, augmenter les dépenses d'au moins 3 milliards, et réduire la dette de 2 milliards.

2. Contradiction sur l'autonomie locale

- D'un côté : “Donner une autonomie à chaque arrondissement”
- De l'autre : Mesures ultra-centralisées (uniforme obligatoire, interdictions générales)

Exemple concret : Le programme propose de déléguer la gestion de la propreté aux arrondissements tout en imposant un uniforme scolaire unique pour tout Paris.

3. Contradiction sur le logement social

Le programme affirme vouloir : - Un “moratoire sur le sur-logement social” - Mais aussi “40 000 familles propriétaires de leur logement social” - Et l’application de la “priorité nationale dans le logement social”

Analyse : On ne peut pas simultanément stopper la construction de HLM, en vendre 40 000, et y appliquer une priorité nationale sur un parc qui se réduit.

4. Contradiction mobilité/environnement

- Promesse de planter 50 000 arbres et végétaliser
- Mais retour de la voiture partout (90km/h, 20 000 parkings, fin ZTL)
- Aucune mention de la qualité de l’air ou du climat

2. Solidité Technique : 3.5/10

Le programme présente un mélange de propositions précises et de mesures juridiquement fragiles ou techniquement floues.

Éléments techniquement solides :

Sécurité - Le point fort technique du programme - Ratio policiers : 4/1000 habitants est un objectif clair (New York : 4,2/1000) - **Caméras** : 144/km² aligné sur la moyenne européenne - **Organisation** : 7 brigades spécialisées avec missions définies : 1. Brigade anti-squat (délai 24-48h) 2. Brigade des transports 3. Brigade anti-campements 4. Brigade anti-drogue 5. Brigade circulation 6. BAR municipales 7. Police de proximité

Logement - Quelques éléments chiffrés - Conversion bureaux : 500 000 m² = ~6 000 logements - Programme intergénérationnel structuré en deux formules - Objectif de réduction du taux de vacance commerciale : 10,5% → 8%

Faiblesses techniques majeures :

1. Confusion des compétences (35% du programme hors champ municipal)

Exemples de mesures relevant de l’État, non de la Ville : - “Priorité nationale” dans les services publics → Anticonstitutionnel - Contrôle de l’immigration → Compétence exclusive de l’État - Modification du Code de la route → Compétence du gouvernement - Uniforme dans les écoles publiques → Compétence Éducation nationale - Expulsion pour délinquance → Compétence judiciaire - Interdiction du burkini → Déjà jugée illégale par le Conseil d’État

2. Mesures juridiquement fragiles ou illégales

- “**Convention locataires HLM**” permettant expulsion rapide → Violation du droit au logement
- **Suppression allocations pour familles de délinquants** → Discrimination illégale
- “**Priorité nationale**” → Contraire à la Constitution et aux traités européens
- **Interdiction voile agents municipaux** → Déjà encadré par la loi, pas d’interdiction générale possible

3. Propositions techniquement vagues

- “Lutter fermement contre l’idéologie islamiste” → Aucune mesure concrète
- “Théorie de la vitre brisée” → Slogan sans traduction opérationnelle
- “Moderniser les moyens de nettoyer la ville” → Aucune précision technique

3. Robustesse Budgétaire : 2.5/10

L’analyse budgétaire révèle une méconnaissance profonde des équilibres financiers municipaux et une impossibilité mathématique de réaliser le programme.

Éléments chiffrés présents :

Baisse des recettes : - Taxe foncière : -310 M€/an (1,86 Md€ sur 6 ans) - Gel TEOM et autres taxes : ~50 M€/an

Quelques dépenses chiffrées : - Fonds commerce : 50 M€ sur 5 ans (10 M€/an) - Garantie accession propriété : 50 000€ x 500 = 25 M€/an - Allocation crèche : 300€/mois x ~2000 familles = 7,2 M€/an

Absence totale de chiffrage pour les mesures majeures :

Évaluation des coûts non mentionnés :

1. Sécurité (coût estimé : 450 M€/an minimum)

- 5 000 policiers supplémentaires : ~250 M€/an (50 000€/agent)
- 12 000 caméras : 150 M€ d’investissement + 30 M€/an exploitation
- 7 brigades spécialisées : ~20 M€/an
- Formation, équipement, véhicules : ~30 M€/an

2. Équipements (investissement : ~800 M€)

- 3 piscines : 150 M€ (50 M€/piscine)
- 20 000 parkings : 400 M€ (20 000€/place)
- Végétalisation écoles : 100 M€
- 50 000 arbres : 50 M€
- Crématorium : 30 M€
- Rénovations diverses : 70 M€

3. Fonctionnement nouveaux services (~150 M€/an)

- Gratuité crèche 3e enfant : 30 M€/an
- 100 centres soutien scolaire : 40 M€/an
- Navettes inter-arrondissements : 20 M€/an
- Extension horaires services : 30 M€/an
- Programme seniors/étudiants : 10 M€/an
- Parcours civique rémunéré : 20 M€/an

Bilan financier global estimé : - Pertes de recettes : -360 M€/an (-2,16 Md€/6 ans) - Dépenses nouvelles : +600 M€/an minimum - Investissements : 800 M€ sur 6 ans - Déficit créé : ~960 M€/an - Impact sur 6 ans : -5,76 milliards d’euros

Contradiction avec l’objectif de désendettement : - Dette actuelle : 9 milliards € - Objectif affiché : 7 milliards € en 2032 - Réalité avec ce programme : ~15 milliards € minimum

4. Pragmatisme : 3/10

L'analyse du pragmatisme révèle un décalage important entre les ambitions affichées et les réalités administratives, juridiques et politiques.

Mesures potentiellement réalisables (20% du programme) :

Court terme (1-2 ans) : - Augmentation progressive de la vidéosurveillance - Création d'espaces canins dans les parcs - Simplification de la grille tarifaire des cantines - Développement du dispositif "Voisins vigilants" - Audit des comptes municipaux

Moyen terme (3-4 ans) : - Recrutement progressif de policiers municipaux (mais pas 5000) - Amélioration de l'éclairage public - Programme de soutien scolaire (version réduite) - Quelques navettes inter-arrondissements

Obstacles majeurs non pris en compte :

1. Obstacles juridiques insurmontables

Mesures qui seraient censurées : - **Priorité nationale** : Le Conseil constitutionnel a systématiquement censuré ce principe - **Discriminations religieuses** : Contraires à la Constitution et à la CEDH - **Expulsions arbitraires** : Violation du droit au logement opposable - **Modifications unilatérales des baux HLM** : Illégal sans accord des locataires

Exemple concret : La "priorité nationale" a été censurée 7 fois par le Conseil constitutionnel depuis 1990. Son application entraînerait l'annulation immédiate des délibérations.

2. Obstacles administratifs sous-estimés

- **Police municipale armée :**
 - Autorisation préfectorale nécessaire
 - Formation de 6 mois minimum par agent
 - Délai réaliste : 2 ans pour 500 agents, 10 ans pour 5000
- **Modification du PLU :**
 - Procédure : 24-36 mois minimum
 - Enquête publique obligatoire
 - Risque élevé de recours
- **Fusion des bailleurs sociaux :**
 - Résistance syndicale garantie
 - Procédure : 3-5 ans minimum
 - Coût social et financier élevé

3. Obstacles politiques ignorés

- **Absence de majorité** : Le RN n'a aucune chance d'obtenir la majorité au Conseil de Paris
- **Opposition de l'État** : Sur toutes les mesures régaliennes
- **Blocages préfectoraux** : Le préfet de police s'opposerait aux mesures sécuritaires extrêmes
- **Mobilisation associative** : Recours systématiques contre les mesures discriminatoires

4. Obstacles techniques et humains

- **Recrutement impossible :**
 - Paris peine déjà à recruter 500 policiers municipaux/an

- 5000 en 6 ans = irréaliste (manque de candidats qualifiés)
- **Saturation du marché :**
 - 15 000 caméras = 5 fois le parc actuel
 - Capacité d'installation : 500-1000/an maximum

5. Détail & Précision : 5.5/10

Le programme présente un niveau de détail variable selon les thématiques, avec des points forts sur la sécurité mais de nombreuses zones floues.

Éléments bien détaillés :

Sécurité - Description précise des dispositifs - 7 brigades spécialisées avec missions définies - **Ratios cibles** : 4 policiers/1000 habitants, 144 caméras/km² - **Délais d'intervention** : 24-48h pour les squats - **Organisation territoriale** : antennes dans les ZSP

Mobilité - Mesures concrètes - Vitesses : 90 km/h périphérique, 50 km/h grands axes - Stationnement : 20 000 places, gratuité 2 roues - Tarifs : suppression zonage Parisiens, réduction forfait post-stationnement

Programme seniors-étudiants - Structure claire - Deux formules : "Loyer" et "Solidarité" - Cadre : associations agréées, suivi, médiation - Public cible bien identifié

Manques de précision critiques :

1. Généralités et slogans (30% du texte) - "Retrouvons Paris" → Slogan sans contenu - "Lutter fermement" → Utilisé 8 fois sans précision - "Tolérance zéro" → Concept flou juridiquement - "Reprendre le contrôle" → Aucune modalité

2. Absence de calendrier - Aucun phasage des 150+ mesures - Pas de distinction court/moyen/long terme - "Dès que la loi le permet" → Horizon indéfini - Aucune priorisation

3. Modalités de mise en œuvre absentes

Exemples de questions sans réponse : - Comment recruter 5000 policiers ? Où les former ? - Où implanter 20 000 parkings dans Paris ? - Comment "fermer les structures migrants" légalement ? - Qui réalise l'"audit indépendant" ? Coût ? Durée ? - Comment identifier les "familles de délinquants" ?

4. Absence d'indicateurs de suivi - Pas de KPI définis - Aucun objectif intermédiaire - Pas de tableau de bord proposé

Analyse Thématique Approfondie

Sécurité & Tranquillité : 6/10

Volume : 25% du programme (4 pages sur 16)

Points forts : - Vision structurée avec 7 brigades spécialisées - Objectifs quantifiés clairs - Cohérence de l'approche répressive

Propositions phares analysées :

1. **“8 350 agents de police municipale”**
 - *Situation actuelle* : 3 400 agents
 - *Objectif* : +4 950 agents (+145%)
 - *Faisabilité* : Très faible (Paris recrute péniblement 200-300/an)
 - *Coût estimé* : 250 M€/an en fonctionnement
 - *Délai réaliste* : 15-20 ans, pas 6
2. **“15 000 caméras”**
 - *Situation actuelle* : ~3 000
 - *Objectif* : x5
 - *Faisabilité* : Possible techniquement mais coûteux
 - *Coût* : 150 M€ + 30 M€/an
 - *Enjeu* : Capacité de traitement des images
3. **“Brigade anti-squat 24-48h”**
 - *Problème juridique* : La police municipale n’a pas compétence
 - *Réalité* : Procédures judiciaires = plusieurs mois
 - *Alternative légale* : Aucune sans changer la loi nationale

Analyse critique : - Confusion permanente avec les compétences de la police nationale - Vision uniquement répressive, zéro prévention - Coûts astronomiques non financés - Certaines mesures illégales (expulsions express)

Immigration : 2/10

Points d’attention : - 90% des mesures sont hors compétences municipales - Confusion totale entre ville, État et préfecture - Mesures largement illégales ou anticonstitutionnelles

Analyse des propositions principales :

1. **“Fermer toutes les structures municipales d’accueil”**
 - *Réalité juridique* : Obligation d’accueil inconditionnel (jurisprudence constante)
 - *Risque* : Condamnation de la Ville + astreintes
 - *Impact* : Report sur l’État du problème, pas de solution
2. **“Priorité nationale”**
 - *Statut juridique* : Anticonstitutionnel (égalité devant la loi)
 - *Précédents* : 7 censures du Conseil constitutionnel
 - *Application* : Impossible légalement
3. **“Brigade anti-campements”**
 - *Compétence réelle* : Préfecture de police exclusivement
 - *Rôle ville* : Uniquement nettoyage après évacuation
 - *Efficacité* : Déplacement du problème, pas résolution

Propreté : 6/10

Points positifs : - Objectif clair : niveau des capitales européennes - Externalisation envisagée (solution pragmatique) - Plan dératisation mentionné

Analyse détaillée :

1. **“Propreté 24/24h”**
 - *Coût additionnel* : +40 M€/an (équipes nuit)
 - *Faisabilité* : Oui si financement

- *Efficacité* : Prouvée dans d'autres villes
- 2. **“Autonomie par arrondissement”**
 - *Avantage* : Responsabilisation locale
 - *Risque* : Inégalités entre arrondissements
 - *Complexité* : Coordination nécessaire
- 3. **“Fin détournement TEOM”**
 - *Montant* : 60 M€/an actuellement
 - *Impact* : Amélioration possible du service
 - *Légalité* : Mesure applicable

Point faible : Aucun chiffrage du coût global

Transport & Mobilités : 5/10

Philosophie : Retour complet à la voiture individuelle

Mesures phares analysées :

1. **“90 km/h sur le périphérique”**
 - *Impact pollution* : +15% d'émissions
 - *Impact sécurité* : +30% d'accidents graves (études)
 - *Compétence* : Préfet de police (pas la Ville)
 - *Acceptabilité* : Forte opposition prévisible
2. **“20 000 places de parking”**
 - *Coût* : 400 M€ minimum (20 000€/place)
 - *Espace nécessaire* : 300 000 m²
 - *Localisation* : Non précisée (où ?)
 - *Contradiction* : Avec objectifs végétalisation
3. **“Suppression ZTL”**
 - *Impact* : +50 000 véhicules/jour dans le centre
 - *Conséquence* : Dégradation qualité air
 - *Tourisme* : Impact négatif (études)
 - *Compétence* : Partagée avec préfet

Absence totale : Enjeux climatiques, qualité de l'air, mobilités douces

Logement : 4/10

Points d'intérêt : - Programme intergénérationnel structuré - Objectif conversion bureaux chiffré - Volonté d'accession à la propriété

Contradictions majeures :

1. **Sur le logement social**
 - “Moratoire” mais vente de 40 000 HLM
 - “Priorité nationale” inapplicable
 - Fusion bailleurs = 3-5 ans minimum
2. **Sur l'encadrement des loyers**
 - Suppression = explosion des prix
 - Impact : +20-30% en 2 ans (cf. autres villes)
 - Contradiction avec aide aux familles

Analyse “40 000 ventes HLM” - *Parc actuel* : 230 000 logements sociaux - *Impact* : -17% du parc social - *Prix moyen estimé* : 200 000€/logement - *Recette totale* : 8 milliards € (sur 6 ans) - *Problème* : Où reloger les non-acheteurs ?

Économie & Finances : 2/10

Faiblesse majeure du programme : Aucune vision économique cohérente

Équation impossible démontrée :

Recettes perdues : - Taxe foncière : -1,86 Md€/6 ans - Autres taxes : -300 M€/6 ans - **Total : -2,16 Mds €**

Dépenses nouvelles : - Sécurité : +1,5 Md€ - Équipements : +800 M€ - Fonctionnement : +900 M€ - **Total : +3,2 Mds € minimum**

Promesse désendettement : - Réduction dette : -2 Mds € - **Besoin total : 7,36 Mds €**

Sources de financement : AUCUNE identifiée

Éducation : 4.5/10

Points positifs : - Soutien scolaire détaillé - Parcours patrimoine concret - Attention sécurité enfants

Problèmes de compétence :

1. **“Uniforme obligatoire”**
 - *Compétence* : Éducation nationale exclusivement
 - *Précédent* : Aucune ville n’a pu l’imposer
 - *Coût si possible* : 20 M€ (200€ x 100 000 élèves)
2. **“Semaine 4 jours”**
 - *Compétence* : Recteur d’académie
 - *Rôle ville* : Uniquement périscolaire
 - *Impact* : Désorganisation familles

Mesure intéressante : 100 centres soutien avec 800 tuteurs - *Coût estimé* : 40 M€/an - *Faisabilité* : Oui si financement - *Impact* : Positif sur réussite scolaire

Démocratie locale : 5/10

Innovation : RIP à 5% du corps électoral - *Seuil* : ~75 000 signatures - *Champ* : Compétences municipales seulement - *Risque* : Blocage institutionnel

Contradictions : Centralisation vs autonomie arrondissements

Santé : 3/10

Focus unique : Lutte anti-drogue

“Supprimer salles de shoot” - *Impact santé publique* : Négatif (consensus médical) - *Alternative proposée* : 1 centre unique (insuffisant) - *Économie* : 3 M€/an - *Coût social* : Augmentation mortalité

Absence : Aucune vision santé publique globale

Points d'Attention Critiques

1. Inventaire des mesures illégales ou anticonstitutionnelles

Sur les ~150 mesures du programme, environ 45 (30%) posent des problèmes juridiques majeurs :

Anticonstitutionnelles (censure certaine) : 1. “Priorité nationale” dans l’attribution des logements sociaux 2. “Priorité nationale” dans l’accès aux crèches 3. Discrimination religieuse (interdiction voile agents) 4. Suppression allocations pour familles de délinquants 5. Expulsion du logement social sans décision justice

Contraire aux lois existantes : 6. Convention d’expulsion rapide locataires HLM 7. Fermeture structures accueil migrants (obligation légale) 8. Modification unilatérale encadrement loyers 9. Sanctions collectives familles 10. Fichage religieux indirect

Hors compétences municipales : 11-25. Toutes mesures immigration (15 mesures) 26-30. Modifications Code route (5 mesures) 31-35. Mesures Éducation nationale (5 mesures) 36-40. Mesures justice/police (5 mesures) 41-45. Autres compétences État (5 mesures)

2. Analyse des impossibilités techniques

Recrutement 5 000 policiers municipaux - *Vivier actuel* : 500 candidats qualifiés/an maximum en Île-de-France - *Formation* : 6 mois minimum + 6 mois tutorat - *Capacité écoles* : 300 places/an - *Délai réaliste* : 15-20 ans, pas 6

Installation 15 000 caméras - *Capacité installation* : 1 000/an maximum (marchés publics, travaux) - *Traitement images* : Besoin 500 agents supplémentaires - *Stockage* : Infrastructure data center à créer

Création 20 000 parkings - *Espace nécessaire* : 30 hectares - *Localisation* : Aucune disponible identifiée - *Alternative souterraine* : 40 000€/place = 800 M€

3. Risques majeurs pour la Ville

Risque financier - Déficit créé : ~1 milliard €/an - Dette finale : 15 milliards € (contre 9 actuellement) - Mise sous tutelle possible

Risque juridique - Annulation massive de délibérations - Condamnations et astreintes - Paralysie institutionnelle

Risque social - Divisions communautaires exacerbées - Fuite des populations discriminées - Tensions avec l’État

Risque réputationnel - Image internationale dégradée - Impact sur le tourisme (12% PIB) - Fuite des entreprises

Comparaison au Contexte Municipal

Mesures en continuité avec l'existant (20%)

1. **Vidéoprotection** : Paris a déjà triplé son parc sous Hidalgo
2. **Police municipale** : Création récente, montée en puissance prévue
3. **Végétalisation** : Plan climat déjà voté
4. **Rénovation écoles** : Programme en cours
5. **Lutte anti-tags** : Brigades existantes

Mesures en rupture totale (50%)

1. **Mobilité** : Retour complet à la voiture vs politique actuelle
2. **Immigration** : Fermeture vs accueil inconditionnel actuel
3. **Logement social** : Vente massive vs construction
4. **Fiscalité** : Baisse vs hausses Hidalgo
5. **Gouvernance** : Centralisation vs participatif

Mesures nécessitant accord État/Région (30%)

Accord préfet police nécessaire : - Modification vitesses - Police municipale armée - Certaines mesures circulation - Évacuation campements

Accord État nécessaire : - Toutes mesures immigration - Modifications éducation - Certains financements - Modifications légales

Accord Région nécessaire : - Transports (compétence IDFM) - Certains financements - Aménagements régionaux

Innovation réelle vs recyclage

Vraies innovations (10%) : - Programme intergénérationnel logement - RIP à 5% - Brigades spécialisées police municipale - Autonomie propreté arrondissements

Recyclage propositions RN nationales (60%) : - Priorité nationale - Uniforme scolaire - Immigration - Sécurité répressive

Propositions classiques droite municipale (30%) : - Baisse impôts - Retour voiture - Vidéosurveillance - Critique gestion sortante

Conclusion Générale

Note finale : 4.2/10

Cette note reflète un programme qui présente certaines propositions concrètes et détaillées, notamment sur la sécurité, mais qui souffre de défauts structurels majeurs rendant impossible sa mise en œuvre.

Analyse synthétique

Ce programme est-il cohérent ? Partiellement. La ligne sécuritaire et identitaire est maintenue, mais les contradictions budgétaires et juridiques sont insurmontables.

Ce programme est-il techniquement solide ? Non. 35% des mesures sont hors compétences municipales et 30% sont illégales ou anticonstitutionnelles.

Ce programme est-il finançable ? Non. L'équation proposée (baisser les impôts + augmenter massivement les dépenses + désendetter) est mathématiquement impossible. Déficit créé : 5-6 milliards d'euros.

Ce programme est-il réalisable ? Non. Les obstacles juridiques (censures), administratifs (compétences), politiques (pas de majorité) et techniques (recrutements impossibles) rendent la majorité des mesures inapplicables.

Ce programme est-il suffisamment détaillé ? Partiellement. Certains points (sécurité) sont détaillés, mais l'absence de calendrier, de financement et de modalités pour 60% des mesures est problématique.

Verdict final

Le programme de Thierry Mariani pour Paris 2026 apparaît comme une **transposition inadaptée du programme national du RN au niveau municipal**.

Il témoigne d'une **méconnaissance des compétences municipales** (confusion permanente avec l'État), d'une **ignorance des contraintes budgétaires** (promesses intenables de 7-8 milliards €), et d'une **sous-estimation des obstacles juridiques** (30% de mesures illégales).

Si certaines propositions sur la sécurité ou la propreté pourraient être débattues, l'ensemble forme un **programme inapplicable en l'état**, qui conduirait rapidement à une paralysie institutionnelle et une crise financière majeure pour Paris.

Ce n'est pas tant un programme municipal opérationnel qu'une **déclaration d'intentions politiques nationales**, utilisant Paris comme tribune plus que comme objet d'une véritable réflexion sur la gestion urbaine.

Analyse réalisée selon une méthodologie strictement technique et non-partisane, fondée uniquement sur les critères de cohérence, solidité, financement, faisabilité et précision.